



CSASD du Lundi 13 mars 2023

Monsieur le Dasein,
Mesdames et Messieurs les membres du CSASD,

Il paraît difficile de ne pas commencer cette instance sans une pensée pour notre collègue assassinée dans l'exercice de ses fonctions par l'un de ses élèves, à St Jean de Luz...

Ce drame fait écho, chez beaucoup de nos collègues, à un sentiment d'insécurité de plus en plus prégnant- face notamment à des agressions verbales ou physiques dont nous avons tous été l'objet au cours de notre carrière et dont la répétition, selon les lieux où l'on enseigne, devient préoccupante.

Il est de la responsabilité de notre hiérarchie- à tous les niveaux- de protéger ses personnels. Or cette protection passe notamment par l'arrêt des suppressions de postes, et par la création de tous les postes nécessaires: vie scolaire, personnels médicaux-sociaux, psychologues, enseignants spécialisés...

Au lieu de cela, dans ce genre d'instance, nous sont inlassablement proposées des suppressions de postes. Dans notre département, ce sont les collèges et les lycées généraux qui en font les frais. Il y a moins d'élèves? N'était-ce pas alors l'occasion de travailler enfin dans des conditions plus favorables?!

Mais nous sommes dans une logique comptable où l'humain n'a guère sa place.

Notre métier est pourtant fatiguant, avec des élèves de plus en plus difficiles, des réformes perpétuelles qui enlèvent toujours plus de sens à ce qui était souvent au départ une "vocation"...

Dès lors...comment accepter de prendre deux ans ferme, pour des retraites encore plus faibles ? Quand l'inflation prend tout le monde à la gorge, quand la précarité

progresse, quand les services publics sont détruits à coup de contre-réformes et de coupes budgétaires, nous devrions accepter de travailler plus longtemps pour gagner moins ?

Alors qu'en un claquement de doigts, le gouvernement lâche 413 milliards pour augmenter le budget militaire sur 5 ans, il faudrait nous faire travailler 2 ans de plus pour un prétendu déficit de 13 milliards !

Intolérable ! Cette augmentation du budget militaire est à mettre en relation avec la mise en place du Service National Universel qui remet en cause l'instruction et cherche à militariser la jeunesse.

La FNEC FP-FO exige l'abandon du SNU.

Et pendant que M. Macron et sa ministre Mme Borne veulent nous faire travailler 2 ans de plus durant notre carrière, notre ministre propose aux enseignants de travailler 2 heures de plus par semaine comme seule réponse à l'effondrement de leur pouvoir d'achat ! Les annonces concernant les nouvelles missions des professeurs des écoles en collège et la suppression de la technologie en 6e sont inacceptables ! La FNEC FP-FO exige le respect des statuts particuliers et le maintien de l'enseignement de la technologie en 6e.

La FNEC FP-FO refuse ce « pacte » et la territorialisation de l'École accélérée par le piège des concertations CNR, des « fonds d'innovation pédagogique » qui pourraient également être assortis d'une rémunération à la tête du client en fonction de l'« investissement ».

Quant à la « revalorisation dite socle », elle est uniquement indemnitaire et ne permettra même pas à une majorité de personnels de compenser l'inflation de cette année. Et rien ou presque pour les personnels administratifs, ITRF, les personnels infirmiers, médecins, assistants sociaux, AESH, AED...

La FNEC FP-FO a quitté les groupes de travail visant à instituer un « pacte » avec les enseignants. Elle oppose sa revendication d'augmentation indiciaire pour tous les personnels sans contrepartie, a minima à hauteur de l'inflation pour commencer, et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 20 ans !

La FNEC FP-FO réaffirme également son refus de siéger dans les groupes de travail « participatifs » organisés par le ministère du Travail et visant à mettre en œuvre la réforme Grandjean de la voie professionnelle et son développement à tout crin de l'apprentissage patronal au détriment de la formation sous statut scolaire. Elle exige l'abandon de ce projet de réforme, l'arrêt de son expérimentation, le maintien du statut des PLP, de tous les postes et de tous les lycées.

La FNEC FP FO appelle à nouveau à poursuivre et à amplifier le mouvement.

Le gouvernement est le seul responsable d'une situation qui peut devenir explosive.

Laetitia Baradat Calbet, Quentin Kammer